

PÔLE RURAL - Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen
Séminaire 2014-2015 (21^e édition)

Responsables : Philippe MADELINE et Jean-Marc MORICEAU

Séance du 10 mars 2015

*Compte rendu réalisé par **Laura Pauchard** (doctorante en Géographie – ESO)
et **Thibaut Preux** (doctorant en Géographie LETG /ESO)*

Jérôme JAMBU

*Maître de conférences en Histoire – Université de Lille III - Institut de Recherches du
Septentrion (IRHIS)*

« L'historien et la monnaie »

En introduction, Jérôme Jambu revient sur son parcours universitaire et sur les raisons qui l'ont amené à travailler sur cet objet singulier qu'est la monnaie. S'il met en avant la dimension affective de ses choix, il insiste surtout sur les lacunes des recherches sur l'histoire de la monnaie qui justifient selon lui d'y consacrer une thèse d'histoire. En effet, jusque récemment les travaux des historiens minimisaient la circulation de la monnaie, Michel Morineau allant jusqu'à parler d'un « serpent de mer de l'histoire » à ce sujet. C'est au début du 19^{ème} siècle qu'il situe les prémisses d'une monétarisation de l'économie, avec le développement du salariat agricole et le paiement en pièces. Jérôme Jambu souligne que, si d'un point de vue historique, les sources attestant d'une circulation monétaire importante sont nombreuses (découverte de trésors isolés, inventaires après décès, actes de vente...), l'historiographie montre une difficile perception de l'objet monétaire par les chercheurs.

Pour résoudre cette difficulté, la numismatique, qui s'attache à étudier la monnaie en tant qu'objet depuis sa production jusqu'à sa circulation, constitue pour les historiens une science « auxiliaire » particulièrement précieuse. Son développement est toutefois inégal et reste plus marqué pour les périodes Antiques et du Moyen-Age, périodes sans doute plus familières de l'étude des objets que l'histoire moderne.

Dans le cadre de sa thèse, Jérôme Jambu a choisi la Basse-Normandie comme terrain d'étude de l'histoire de la monnaie. C'est un laboratoire intéressant car il s'agit d'une région riche, peuplée et cultivée qui fournit l'Espagne, nourrit Paris... Elle est marquée par une spécialisation précoce dans les productions agricoles et le développement d'une proto-industrie qui contribuent à générer d'importants échanges monétaires. Cela conduit Jérôme Jambu à retenir plusieurs pôles locaux d'observation de la monnaie : Isigny abritant un important marché agricole près des côtes ; la région de Vire, espace rural bocager et le rural proto-industriel dans la région du Pays d'Auge.

Jérôme Jambu rencontre des difficultés importantes lorsqu'il mobilise les archives locales pour étudier la monnaie (disparition des archives à l'été 1944 à Saint Lô, problème de la conservation des fonds des archives départementales du Calvados, lourdes démarches administratives...). L'analyse quantitative et qualitative des archives permet toutefois de mesurer les échanges monétaires et de les contextualiser (combien de fois et comment se diffuse le billet de banque et pour quels échanges ?).

Pour approfondir la question de la circulation monétaire, Jérôme Jambu va donc s'appuyer sur la numismatique dont l'objet est l'étude de la monnaie dans sa dimension physique. Pour en illustrer la

pertinence, l'intervenant prend d'abord l'exemple du trésor de Tirepied (Manche) de 2500 F, soit 15 kilos de pièces datant de 1726 à 1824, découvert dans une petite fermette. Cette découverte permet de mieux connaître la capacité réelle des contractants, d'appréhender la longévité des espèces, d'estimer la masse monétaire en circulation et de mieux comprendre l'organisation des trafics (écarts entre la valeur réelle et la valeur cotée). Dans les Yvelines, les pièces de monnaies découvertes lors des fouilles du fort Saint Sébastien mettent en lumière les réseaux de sociabilité des soldats, l'organisation des activités militaires et paramilitaires. Dans cet exemple, l'étude de la monnaie constitue un puissant révélateur du financement de la guerre à l'époque moderne.

Jérôme Jambu montre également que la circulation monétaire n'est pas tributaire de la production de monnaie. Ainsi, l'étude de la recette de 1639 de la généralité de Caen montre une distribution assez hétérogène de la masse monétaire de l'époque : 14 % de la recette est composée de pièces d'or de France contre près de 70 % d'or espagnol et le reste de pièces étrangères. Dès lors, déterminer la masse monétaire en circulation en fonction de la stricte production nationale apparaît contestable.

Afin de préciser la circulation monétaire et d'en retracer les réseaux, Jérôme Jambu a recours à des analyses physiques de la monnaie. L'étude de la monnaie de Caen montre par exemple la présence de nombreuses infusions de platine, éléments caractéristiques de l'or alluvionnaire colombien, ce qui remet en cause l'affirmation communément admise d'une provenance essentiellement brésilienne de l'or au 18^{ème} siècle.

L'étude de la monnaie permet également d'approcher la question de la justice et de la moralité. L'analyse des écarts entre la valeur fiduciaire et la valeur réelle du marché met par exemple en avant la capacité des bas-normands à participer aux trafics de monnaie. La thèse de Jérôme Jambu montre ainsi que la Basse-Normandie est une région sensible au faux monnayage, notamment dans le Cotentin et dans le sud de la Manche. A travers l'étude de la monnaie, il est donc possible de cartographier la criminalité en Normandie.

En conclusion, Jérôme Jambu insiste sur l'importance pour les historiens de se pencher sur l'étude de la monnaie. Ses recherches attestent que la monnaie constitue une source d'informations particulièrement précieuse, au même titre que l'étude d'archives. Sa thèse, qui part d'une étude de la monnaie en Basse-Normandie, met à jour les réseaux de circulation de la monnaie en Europe.

Discussion

En introduction, **Jean-Marc Moriceau** souligne l'intérêt du parcours universitaire de Jérôme Jambu, qui montre bien la nécessité pour les chercheurs de sortir de cadres conceptuels préconçus et de trouver des contradicteurs dans la société civile. Il insiste sur l'importance de l'étude des objets en histoire moderne, notamment de la monnaie.

Philippe Madeline : Pourquoi la monnaie a-t-elle été oubliée pendant si longtemps par les historiens ?

Jérôme Jambu : Essentiellement par manque de formation et de sensibilisation des historiens aux questions économiques. D'autre part, les modernistes concentrent leurs efforts sur les sources de format « papier » très abondantes à l'époque et n'ont jusqu'ici pas développé une « culture matérielle ».

Philippe Madeline : Pourquoi qualifier la numismatique de « science auxiliaire » ?

Jérôme Jambu : Dans la mesure où elle apporte beaucoup aux travaux des historiens, on dispose ainsi d'une source supplémentaire qui permet d'écrire l'histoire. L'avancée des recherches sur ce sujet passe par un décloisonnement des disciplines, condition essentielle au développement d'un véritable projet interdisciplinaire de l'étude de la monnaie.

Philippe Madeline : Vous montrez que le troc n'était pas le seul moyen de paiement dans les campagnes...

Jérôme Jambu : Pendant longtemps, les historiens considéraient que le monde rural était à l'écart des échanges de monnaies. Mon travail montre au contraire que d'importantes quantités de monnaie circulaient dans les campagnes normandes. Le paiement des impôts en constitue une illustration.

Pierre Guillemin : L'emploi de termes fortement connotés dans votre exposé (« belle pièce » contre « pièce moche »), ne pose-t-il pas la question de l'objectivité du chercheur ? Par ailleurs, pourquoi parler de science auxiliaire ?

Jérôme Jambu : Je n'ai pas voulu apporter de connotation ni péjorative, ni méliorative de la monnaie, mon propos était essentiellement centré sur la valeur réelle ou fiduciaire de la monnaie. Ensuite je déplore effectivement une diffusion encore trop faible de la numismatique qui ne rencontre pas encore d'écho suffisant dans la recherche française.

Paul Manœuvrier : Comment se former à l'histoire économique alors qu'elle a déserté les campus depuis plusieurs années maintenant ?

Jérôme Jambu : Il faut lire et participer aux colloques qui existent comme la manifestation autour des travaux de Bercy. Il est cependant juste de dire que le champ de l'histoire économique se rétrécit d'année en année. D'ailleurs, le développement de l'AFHE montre qu'il s'agit en fait plutôt d'économistes qui se mettent à faire de l'histoire que l'inverse. Parallèlement on observe un développement de l'histoire culturelle, sans doute beaucoup plus attrayante pour les jeunes étudiants.

Alain-Gilles Chaussat : Il est surprenant de constater l'importance du développement d'une industrie du métal en Normandie, au-delà de la paroisse de Villedieu les Poêles (Coutances par exemple).

Jérôme Jambu : La pratique du métal en Normandie est quelque chose de très ancien et beaucoup de ruraux savent travailler le métal, ne serait-ce que pour produire divers objets comme des sceaux. On observe surtout un développement des fausses monnaies en lien avec le développement de l'industrie du métal.

Fabrice Poncet : Ces zones ne correspondent-elles pas aux moments des foires et des marchés ?

Jérôme Jambu : Non, la carte présentée date de 1726 à un moment où il faut changer rapidement la monnaie ; les zones correspondent à la localisation des changeurs, installés pour couvrir tout le territoire. Il faudrait pouvoir cartographier ces échanges sur d'autres périodes pour comparer mais c'est difficile, faute de sources.

Alain GUÉRINGER

Ingénieur de recherche à L'IRSTEA – UMR METAFORT

« Propriété et propriétaires... »

La gouvernance foncière à l'épreuve des logiques privées »

Alain Guéringier débute son intervention en rappelant le constat suivant : si les surfaces agricoles tendent à diminuer en France depuis plusieurs années (83 000 ha tous les ans), ces transformations résultent en fait d'une redistribution complexe des usages du foncier : processus d'enfrichement, de défrichement, mais aussi de gains sur la forêt comme de reboisement, artificialisation. Il propose une grille de lecture, en insistant notamment sur l'effet des jeux d'acteurs (propriétaires, exploitants et collectivités) dans les recompositions foncières. Il insiste sur la nécessité de prendre du recul sur les dynamiques foncières actuelles car elles sont le produit d'une lente maturation des systèmes fonciers locaux : redistribution de la propriété, évolution des systèmes agricoles et politiques foncières.

Alain Guéringier aborde l'exemple français qui illustre sans doute mieux que d'autres l'importance de l'étude du foncier pour comprendre les relations qui unissent espace et société. En France, le développement de la propriété foncière s'est fait par le « bas », avec un élargissement progressif des droits à la propriété aux différentes catégories sociales (contrairement aux pays colonisés où elle est décrétée par une autorité politique). La Révolution française constitue un tournant majeur car elle sacralise le droit à la propriété privée proclamée inviolable et sacrée. Au fil du temps, ce droit a été régulièrement restreint au nom de l'intérêt public, et la propriété « pleine et entière » n'a de fait jamais été réellement appliquée. Mais les principes de base n'ont jamais été remis en cause et le propriétaire conserve un rôle majeur sur l'utilisation du sol.

La caractérisation de la propriété sur un territoire est désormais facilitée par la diffusion de fichiers numériques MAJIC, qui constitue une rupture avec le lourd travail de recherche sur les matrices cadastrales papiers. Pour autant, l'intérêt et la démarche de caractérisation de ces propriétaires est très mal intégrée par les pouvoirs publics. Les recherches sur le foncier tendant ainsi à réduire le propriétaire à un simple acteur économique rationnel, en lui attribuant une simple stratégie de réalisation d'une rente foncière. Cette vision par le marché se heurte aux enquêtes de terrain qui montrent au contraire une diversité de stratégies foncières à l'œuvre. Il s'agit alors de dépasser cette seule vision pour s'intéresser à la diversité des propriétaires, aux déterminants de leurs choix, aux diverses modalités de redistribution du foncier, qu'elles renvoient à des acteurs privés (gestion patrimoniale dans un cadre familial, démographie) ou à des acteurs publics (juridictions, collectivités locales, organismes publics).

Dans cette perspective, Alain Guéringier propose un cadre méthodologique construit à partir du cadastre, permettant d'organiser l'information à différentes échelles (intercommunale et communale). Selon Alain Guéringier, cette base donne une image assez fiable de la propriété. La documentation littérale du cadastre a été mobilisée pour construire des « profils » de propriétaires. Grâce à une analyse multivariée intégrant divers critères (âge, profession, adresse, structure juridique, composition du patrimoine, parcellaire), des profils de propriétaires sont élaborés et organisés selon trois thématiques majeures : la composition du patrimoine, (dimension, valeur), les processus de décisions (âge, situation juridique), et la dynamique de constitution (chronologie).

Cette approche menée sur plusieurs terrains en Rhône Alpes et Auvergne (Saint-Etienne Métropole, le pays Voironnais, la communauté de commune des Cheires et la Communauté de communes de Billom Saint-Dier) correspond à un « gradient » de périurbanité . Un schéma permet à Alain Guéringer d'illustrer son propos par un exemple et de faire apparaître la diversité de configurations des profils de propriétaires sur un territoire. Une diversité à prendre en compte par les collectivités territoriales dans leurs projets fonciers.

En agrégeant différemment les informations on peut caractériser la propriété à l'échelle des communes. L'exemple du SCOT Sud-Loire (agglomération de Saint-Etienne) montre d'une part, le rôle de la dynamique d'urbanisation dans les structures de la propriété, et d'autre part comment on retrouve la géographie des petites régions agricoles sous-jacente à cette dynamique urbaine (malgré les remembrements, la géographie des structures de propriétés est stable).

Cette approche quantitative des transformations foncières est complétée par une approche qualitative, et des enquêtes auprès de propriétaires. Appuyée sur l'analyse de leurs discours, l'objectif est d'avoir une meilleure compréhension des stratégies des acteurs tout en situant le propriétaire dans son parcours familial (acquisition et actes fonciers, modalités de gestion, connaissance des organismes fonciers, implication dans le territoire...).

Alain Guéringer note une forme de passivité qui domine chez la majorité des propriétaires. En effet, les propriétés sont plus souvent héritées qu'achetées et les perspectives sont limitées (transmission dominante). « Avoir », « être » et « faire » constituent alors les trois éléments qui permettent de structurer les logiques d'acteurs : derrière le foncier on a du capital, une valeur monétaire (c'est l'« avoir »), puis le patrimoine et son histoire familiale c'est « être », et enfin le « faire » fait référence à l'outil de travail à mettre à disposition d'un exploitant. L'intervenant positionne alors chaque propriétaire dans ce triptyque.

En conclusion, Alain Guéringer illustre l'intérêt de cette démarche en prenant l'exemple de la commune de Chateldon qui souhaite remobiliser du foncier en déprise et permettre l'installation d'un agriculteur bio afin d'alimenter une cantine scolaire. Compte tenu du site, du projet et des profils de propriétaires, du niveau de contraintes, la combinaison de plusieurs outils fonciers ont été suggérés à la municipalité (achat, récupération de biens sans maître, échanges avec d'autres propriétaires, constitution d'une association foncière), adaptés aux différents profils de propriétaires.

Discussions

Philippe Madeline remercie Alain Guéringer pour la richesse de son intervention, notamment en termes de méthodes utilisées (du cadastre aux entretiens) ainsi que pour sa démarche opérationnelle.

Philippe Madeline : Avez-vous travaillé sur des analyses dans la durée ?

Alain-Guéringer : Effectivement, j'y travaille mais les choses sont complexes. Il faut notamment apparier plusieurs cadastres dans le temps. Une idée serait d'étudier les structures de la propriété à 25 ans d'écart, et de voir si la redistribution de la propriété (marché et successions) a changé.

Philippe Madeline : La vente de terres agricoles par des agriculteurs retraités en quête de meilleures conditions de vie, notamment en zone périurbaine, est-elle un problème rencontré sur vos terrains d'études ? Ce constat est-il présent dans la discussion avec les collectivités ou les propriétaires eux-mêmes ?

Alain-Guéringer : Je tente d'amener les acteurs à discuter sur ce sujet, en pointant en particulier le fait que l'on a confondu « la terre à l'agriculture » avec « la terre aux agriculteurs ». Donner la propriété aux exploitants n'est pas toujours le moyen de préserver à long terme l'usage agricole du

foncier. Dans l'ensemble, ils réagissent très peu à ce type de propos, j'en reste surpris. Sur un autre plan, des réflexions sont menées, en particulier par les SAFER sur le foncier en société, avec ses avantages et ses inconvénients.

Jean-Marc Moriceau : Comment positionnez-vous chaque propriétaire sur votre graphique ?

Alain Guéringer : La représentation graphique est un choix pédagogique. J'emprunte toutefois aux auteurs tels que Boltanski, j'utilise les méthodes d'analyse de discours qui permettent de classer les propriétaires en fonction du nombre d'occurrence de certains mots.

Jean-Marc Moriceau : Qu'est-ce que le commodat ?

Alain-Guéringer : C'est une forme de mise à disposition gracieuse, contractualisée, peu utilisée et qui ne rentre pas sous le statut de fermage. Cette forme de mise à disposition est reconnue par la mutualité sociale agricole et déclarée comme surface exploitée, C'est une forme ancienne qui revient dans la mesure où elle permet d'être démonstratif vis-à-vis des propriétaires sur la faisabilité de certains projets.

Jean-Marc Moriceau : Cette commune me rappelle Pierre Laval et la famille de Chambrun. Est-ce que le choix de cette commune est indépendant de tout ce contexte politique ? Il note également l'enjeu géographique de l'enfrichement de ces parcelles sur ces coteaux mais revient aussi sur l'intérêt pour l'historien d'observer l'organisation des structures agraires anciennes, à savoir ici un vignoble communautaire, avec une forte pulvérisation parcellaire et des micro-parcelles et où s'organisent des pratiques collectives pour la récolte. Il est intéressant selon lui d'observer que ce type de structures peut resurgir et retrouver un sens dans le cadre de ce projet.

Alain Guéringer précise que le maire actuel est un élu du front de gauche, président du parc régional du Livradois-Forez et très actif. L'expérience de sa commune est utilisée comme exemple pour mobiliser les acteurs sur d'autres zones du parc. L'ampleur du micro-parcellaire a poussé à proposer l'association foncière pour ce projet.

Laura Pauchard : Je voudrais revenir sur le caractère « passif » utilisé pour caractériser les propriétaires. Dans le cas des échanges parcellaires, les propriétaires sont assez peu passifs puisqu'ils s'opposent assez fréquemment aux projets. Il serait intéressant de pouvoir dresser des profils de propriétaires dans ce contexte. À l'inverse, dans les aménagements fonciers d'aujourd'hui, les propriétaires peuvent parfois être assez peu sollicités.

Alain Guéringer : Le caractère passif est à considérer comme un état, et par rapport à des propriétaires qui n'ont pas été sollicités dans un contexte particulier. Face à un projet qui implique leurs biens, ils « s'activent » effectivement. Sur un autre plan, il est nécessaire aussi de découpler le regard porté sur le propriétaire également exploitant. Les deux dimensions cohabitent, mais correspondent à des logiques différentes. L'agrandissement c'est une démarche d'exploitant, le fait qu'il l'achète c'est une démarche de propriétaire. Il s'agit alors de clarifier au titre de quelle « casquette » sont posés les actes.

Pierre Brunet : Je voudrais rappeler les travaux allemands de la Sozial Géography (des années 1950), dans lesquels les exploitants agricoles émigrés tenaient à garder la propriété dans la perspective d'une nouvelle guerre et conserver ainsi une base vivrière, qui ne donnait pas de travail mais qui permettait de garder la propriété (c'est une attitude de propriétaire). Ces phénomènes se sont estompés à la génération suivante, mais ils ont donné lieu à un important travail de cartographie parcellaire détaillé.

Alain Guéringer ajoute qu'il serait pertinent de s'intéresser aux pays du sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Portugal) où des éléments relevant d'une dynamique proche de celle-là réapparaissent.

Pierre Guillemin : Quel pourrait être le rôle de propriétaires citoyens, symboliquement plus sensibles aux questions environnementales (notamment à la qualité de l'eau) ? Est-ce que ça ne peut pas être un levier dans le dialogue ?

Alain Guéringer : Je suis d'accord avec cette idée. Je travaille actuellement sur ce lien propriété/usage. L'éclatement de la propriété va recomposer les modalités de la relation entre propriété et usages comme par exemple la constitution de forme sociétaire, les logiques de conservation de patrimoine, la mise en place de formulations multiples de mode de faire-valoir plus complexe notamment du fait du jeu des propriétaires qui réinvestissent leur rôle à travers l'alimentation et l'environnement. Le bail environnemental en est un exemple concret notamment utilisé par Terres de Liens.